

# La revue française de service social

Parution trimestrielle - juin 2014 - numéro 253 / 2014-2 - Prix unitaire 15€

## Actes des 58<sup>e</sup> Journées d'étude du travail



**ANAS**

### **PRÉVENTION DE LA DÉSINSERTION PROFESSIONNELLE :**

*Maintien dans l'emploi ? Maintien au Travail ?  
Quels acteurs et quelles pratiques mobiliser ?*

## Prévention de la désinsertion professionnelle

Maintien dans l'emploi ?

Maintien au travail ?

Quels acteurs et quelles pratiques mobiliser ?

## Actes des Journées d'étude du travail (JET)

Paris, 21 au 22 novembre 2013

N° 253

La Revue Française de Service Social

**INDEX THÉMATIQUE | MAGAZINE | FORUMS | INFOS | CONTACTS**

**OASIS**

<http://www.travail-social.com>

**Le Portail du Travail social**

*OASIS - Organisation d'Acteurs Sociaux Indépendants et Solidaires - Association loi 1901*

**Vous pouvez retrouver certains articles de la revue dans OASIS,  
le portail internet du travail social**

# Sommaire

## I. Jeudi 21 novembre 2013

<b>Mots d'ouverture</b> .....	8
Antoine GUILLET et Delphine DETRAZ	
<b>Chômage, vieillissement, précarité : comment prévenir la désinsertion professionnelle</b> .....	9
Pierre LARROUTOUROU	
<b>Quels effets des réorganisations du travail sur les salariés ?</b> .....	28
Jean-Pierre DURAND	
<b>La mission de maintien dans le projet professionnel, intervention du fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT) en Rhône-Alpes/Auvergne, communication à deux voix</b> .....	37
Laurie MATEOS et le Dr Michel TESSIER	
<b>Évolution du cadre réglementaire en santé au travail, le travail en réseau garant de la prévention</b> .....	43
Marie-Christine SOULA	
<b>Préserver l'identité professionnelle, un enjeu contemporain majeur</b> .....	50
Roland GUINCHARD	
<b>Table ronde : cellule « maintien dans l'emploi » en Vaucluse</b> .....	58
Christian BUCHET, Muriel ROUPRICH, Loïc SALINAS, Delphine DETRAZ, El Sahnouni DIALLO	

## II. Vendredi 22 novembre 2013

<b>Le maintien dans l'emploi à l'épreuve du handicap psychique</b> .....	74
Claire LE ROY-HATALA	
<b>D'une situation de crise à la prévention de la désinsertion professionnelle : analyse d'une intervention</b> .....	81
Catherine LANDEMAINE	
<b>Table ronde « Maintien dans l'emploi : quand salariés et employeurs s'expriment »</b> .....	88
Frédéric GLANCLAUDE, Chantal DEPERNE, Julia PFLUGHAUT, Hélène RICORDEAU, Yolaine DE FONTENAY, Aurélie ROUSSELET	
<b>Les seniors dans l'entreprise : exemple d'une méthodologie d'analyse pluridisciplinaire</b> .....	102
Agnès BAFFOIGNE, Martine PERSICOT	

<b>De l'alerte à l'accompagnement préventif au sein d'une boutique Orange</b> .....	108
Michel GUEVENOUX, Denise CAPELLA, Laetitia ROBBE	
<b>Prévention des addictions et désinsertion professionnelle : quel lien ?</b> .....	116
Laurence ARGUILLÈRE BULTEL,	
<b>Synthèse des Journées d'étude du travail</b> .....	123
Laurence LEBOUVIER	
<b>Mots de clôture</b> .....	124
Antoine GUILLET	

## III. Communications

<b>Avis relatif au fonctionnement des commissions et instances chargées d'étudier les situations individuelles</b> .....	126
Conseil supérieur du travail social (CSTS)	

## IV. Vie de l'ANAS

<b>Communiqué suite à un article paru dans la Revue</b> .....	136
<b>Flash info : une nouvelle présidente et un bureau national renouvelé</b> .....	138
<b>États généraux du travail social : l'ANAS dénonce des travaux à marche forcée et l'absence d'une réelle concertation</b> .....	139
Communiqué du 18 février 2014	
<b>Journée préparatoire aux Assises territoriales du travail social du 31 janvier 2014 à Marseille : des professionnels interviennent</b> .....	144
Collectif associatif professionnel interrégional Anas 13, France esf provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca), Organisation nationale des éducateurs spécialisés, Bouches-du-Rhône (ones 13), collectif des travailleurs sociaux de Haute Corse, Appel des appels	
<b>Nous avons reçu</b> .....	148
<b>À vos agendas ! JNE 2014</b> .....	149
<b>La revue française de service social : derniers numéros parus</b> .....	151
<b>Bulletin d'abonnement</b> .....	152

## Mots d'ouverture

Antoine GUILLET, vice-président de l'ANAS

Je remplace Elsa Melon au pied levé. L'ironie de l'histoire est que, par son absence, elle introduit parfaitement le sujet du maintien au travail ! Je vous remercie d'être venus aussi nombreux.

Pour l'ANAS, les journées d'étude du travail ont une dimension historique, en raison de leur ancienneté, mais aussi de la place qu'occupe le service social du travail au sein de la profession d'assistant de service social. Ces journées d'étude et le travail d'organisation mené en amont par la commission « travail » de l'ANAS reflètent finalement la richesse de notre profession : nous sommes un métier à part entière et nous retrouvons, au sein de notre profession, différents modes d'exercice et diverses pratiques. Nos particularités sont rattachées à des valeurs et à une certaine idée de l'action sociale dans tous les espaces de notre association.

Je félicite chaleureusement le travail mené par la commission. Je vous souhaite de très belles journées et vous remercie de votre présence.

## Delphine Detraz, Commission Travail ANAS

Bonjour à tous. Après l'intervention de notre vice-président, je tiens, à mon tour, à remercier vivement l'ensemble des membres de la commission « travail » qui ont préparé ces deux journées. Je souligne que ce sont des bénévoles, qui donnent de leur temps pour vous proposer, collègues assistants sociaux, médecins, ergonomes, psychologues et autres, des journées de formation et d'échanges de grande qualité.

Je remercie également les Salons de l'Aveyron qui nous accueillent dans une salle qui favorisera l'échange, notamment grâce à sa disposition. J'espère que vous apprécierez le programme de ces deux journées de travail et que vous en ressortirez enrichis et avec une envie de partager sur le métier.

Je suis très fière de représenter l'ANAS et tout particulièrement la commission « travail », et de voir à chaque fois l'intérêt que vous portez à ces journées. Le thème que nous avons choisi n'est pas anodin, et suscite notre intérêt à tous. Je vous souhaite de très bonnes journées parmi nous. Avec l'ensemble des membres de la commission, je me tiens à votre disposition.

## Chômage, vieillissement, précarité : comment prévenir la désinsertion professionnelle

Pierre LARROUTUROU<sup>1</sup>

Le sujet que vous avez choisi montre que vous croyez encore en la capacité à lutter contre la désinsertion, ce qui est assez réjouissant, car beaucoup ont tendance à renoncer. Je rappelle que depuis un an, nous comptons 400 000 chômeurs supplémentaires tandis que 500 000 hommes et femmes ne sont même plus considérés comme des chômeurs et sont tombés en dessous du seuil de pauvreté. Ce sont donc 900 000 personnes qui ont particulièrement souffert de la crise, et rien ne laisse présager une amélioration. Le thème de ces deux journées de travail était donc un choix pour le moins courageux.

Le collectif Roosevelt voit à l'heure actuelle un changement radical de notre modèle de développement. Notre pays est gagné par le désarroi, par un mélange de désespoir et de colère. Beaucoup de Français pensent que la situation ne s'améliorera pas.

Avant de vous parler d'économie ou de questions sociales, j'aimerais vous faire part d'un souvenir personnel. À la fin de mes études, en avril 1989, alors que j'étais étudiant à Sciences Po, le plus grand spécialiste de l'Allemagne était venu nous expliquer pendant trois heures pourquoi le Mur de Berlin serait encore debout pendant cinquante ans. J'aurai la décence de ne pas citer son nom. Il était assez sûr de lui : le Mur de Berlin ne tomberait pas. Et finalement, six mois plus tard, le Mur de Berlin avait disparu. Il n'était pas tombé à la suite d'un accord entre hommes politiques ou au sein du G20, mais sous l'impulsion des citoyens. Vaclav Havel<sup>2</sup> a écrit des pages magnifiques sur la façon dont le Mur de Berlin est tombé. Il a écrit :

*« Le peuple s'est réveillé avec une rapidité bouleversante. Il attendait le moment propice. Tous ceux qui n'avaient pas peur, tous ceux qui ne mentaient pas dans leur vie quotidienne, ont apporté leur contribution. Chacun de nous peut changer le monde, même s'il n'a aucun pouvoir, même s'il pense qu'il n'a pas la moindre importance. »*

Le Mur de Berlin devait rester debout pendant encore cinquante ans, mais des hommes et des femmes se sont dressés contre ce système insupportable, et ils l'ont changé. Vingt ans plus tard, le système économique dans lequel nous vivons est devenu insupportable, et si nous voulons vraiment lutter contre la désinsertion professionnelle et pour la dignité humaine, il faut que nous arrivions à changer ce monde assez rapidement, avant qu'il ne s'effondre.

<sup>1</sup> **Économiste**, fondateur du collectif Roosevelt 2012 : « lieu de formation, de débat et de mobilisations citoyennes, cette association a pour but de contribuer à la réflexion sur la naissance d'une société plus juste et plus solidaire, et de formuler des propositions concrètes en ce sens » (<http://collectif-roosevelt.fr/>).

<sup>2</sup> Vaclav Havel (1936-2011) dramaturge, essayiste, opposant au régime socialiste tchécoslovaque et premier président de la République tchèque (1993-2003) après la fin du régime communiste et la partition de la République fédérale tchèque et slovaque.

## Le constat du chômage et de la précarité en France

Depuis cinq ans, la France compte 1,2 million de chômeurs supplémentaires. Et encore, ces chiffres déjà terribles sont-ils encore loin de la terrible réalité ! Lorsque l'on dénombre 26 000 chômeurs de plus en un mois, cela correspond à une variation du « stock ». Au total, 521 000 hommes et femmes se sont inscrits à Pôle emploi. Il y a dix ans, personne n'aurait imaginé que plus de 500 000 personnes s'inscriraient en un seul mois. Ils représentent une foule immense, mais tout est fait pour que cela ne se voie pas : il faut s'inscrire par Internet, ou appeler une trentaine de fois avant de pouvoir espérer joindre un conseiller.

Si le chômage augmente de « seulement » 26 000 personnes, c'est parce que, sur la même période, 494 000 personnes quittent les fichiers de Pôle emploi. Ils ne sont que 47 % à avoir retrouvé un emploi, ce qui signifie que les autres n'ont toujours pas d'emploi. Certains, qui ont été désinscrits à la suite d'un problème administratif, vont pouvoir se réinscrire après un ou deux mois de galère, certains partent en formation et d'autres enfin arrivent en fin de droit. Tous les mois, 70 000 à 80 000 personnes basculent du statut de chômeur à celui de chômeur en fin de droit. Les chiffres du chômage, même s'ils sont déjà catastrophiques, ne sont encore que la partie émergée de l'iceberg.

En outre, la situation de ceux qui retrouvent un emploi n'est pas forcément plus enviable car, selon les informations du ministère, 84 % des embauches s'effectuent en contrat à durée déterminée (CDD). Les contrats à durée indéterminée (CDI) à temps plein, c'est-à-dire les emplois que l'on pourrait qualifier de « normaux », représentent moins de 10 % des embauches.

Le chômage et la précarité se trouvent donc aujourd'hui à un niveau historiquement élevé.

Dernièrement, en accompagnant l'un de mes fils au collège, j'ai dû appeler les pompiers pour qu'ils prennent en charge l'un de ces hommes au destin brisé qui se cachent derrière les chiffres. À force de se remonter le moral tous les soirs et de boire le verre de rouge de trop, cet homme s'était fortement abîmé. Dans mon quartier, le spectacle de ceux qui attendent que l'on sorte les poubelles chez Monoprix ou chez Carrefour devient insupportable. L'autre jour, devant chez Carrefour, huit personnes se sont ruées sur les poubelles. Ces dernières ont basculé sur la chaussée et il a fallu arrêter la circulation. Il est proprement scandaleux que, dans un pays aussi riche que la France — malgré la crise, la France n'a jamais été aussi riche —, nous puissions voir autant de personnes qui sentent mauvais et sont obligées de dormir dans la rue ou dans le métro et d'attendre que l'on sorte les poubelles du Monoprix pour trouver de la nourriture. Rien ne peut justifier un tel scandale. Si nous sommes aussi nombreux aujourd'hui, c'est aussi parce que nous sommes des millions à ne plus accepter autant d'inégalités et d'injustice.

Malgré la crise, on ne peut pas renoncer au droit au bonheur. Chacun de nous n'a qu'une seule vie, et il doit pouvoir la vivre pleinement et librement. Nous ne pouvons pas nous résigner à ce que des millions de personnes survivent ou « sous-vivent » avec le revenu de solidarité active (RSA) ou des petits boulots.

## Le vain espoir du retour à la croissance

Cela étant dit, comment peut-on lutter contre le chômage, la précarité et la désinsertion ? Peut-on compter sur la croissance ? Le chômage augmente depuis quarante ans. Si vous visitez la page Facebook du collectif Roosevelt, vous trouverez un bêtisier de déclarations d'hommes politiques qui, ces quarante dernières années, ont affirmé que la crise était terminée : Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Mauroy, etc. Je vous rappelle qu'il faut que la croissance atteigne au moins 2,5 % pendant plusieurs années pour que le plein-emploi soit accessible (et autrement qu'en proposant des emplois à cinq heures par semaine). Nous ne pouvons donc pas nous reposer entièrement sur la croissance. D'ailleurs, nous entrons dans un cercle vicieux : si 900 000 personnes tombent dans le chômage ou la pauvreté, ces personnes consommeront nécessairement moins dans les mois suivants. Quant à ceux qui ont un emploi correct, ils n'ont pas de raison de dépenser beaucoup plus, car contrairement à leurs espoirs, leurs revenus n'augmentent pas. On annonçait la semaine dernière que la croissance était tombée à -0,1 %, et encore parce que les entreprises augmentaient les stocks. Si l'on considère le produit intérieur brut (PIB) hors effet de stocks, nous en serions à -0,6 %.

Lorsque le ministre de l'économie et des finances Pierre Moscovici<sup>3</sup> prétend que tous les indicateurs passent au vert, il ne convainc que lui-même. Depuis quarante ans que les hommes politiques répètent ce discours, il finit par ne plus porter.

Pendant mes études à Sciences Po, j'avais entendu deux certitudes : celle que le Mur de Berlin resterait debout pendant encore cinquante ans et celle que le Japon dominerait l'économie mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle. Depuis l'éclatement de la bulle, la croissance japonaise s'est limitée à 0,7 % par an depuis vingt ans. Les économistes présentent ce scénario comme étant le plus optimiste pour la France pour les vingt ans qui viennent. Nous pouvons espérer une croissance médiocre, avec certains trimestres meilleurs que d'autres. La croissance du Japon stagne depuis vingt ans alors que tout y a été fait pour la relancer au prix de plans pharaoniques, faisant monter la dette publique à un niveau colossal : elle atteint 250 % du PIB. La politique industrielle et la politique de recherche sont les plus ambitieuses possible : le Japon est le pays qui investit le plus dans la recherche et l'interface entre la recherche et les petites et moyennes entreprises (PME). La politique monétaire est particulièrement agressive puisque les taux de la Banque centrale du Japon sont nuls pour favoriser l'investissement et pour maintenir le yen à un niveau bas qui favorise les exportations. Et pourtant, la croissance n'atteint que 0,7 % depuis vingt ans, et encore grâce aux exportations, car la Zone euro et les États-Unis étaient en bonne santé et achetaient les produits japonais.

Nous sommes tous en train de tomber dans la même trappe. À part Jacques Cheminade<sup>4</sup>, qui pense que nous devrions développer nos échanges avec Mars et Pluton, si nous ne pouvons pas compter sur nos exportations vers le reste du monde, nous ne pourrions pas « muscler » notre croissance. Si

<sup>3</sup> Ministre du 16 mai 2012 au 31 mars 2014.

<sup>4</sup> Candidat malheureux aux élections présidentielles de 1995 et 2012, fondateur du parti Solidarité et progrès en 1996.

nous ne nous moquons pas du sort des personnes qui sont en train de tomber dans le chômage ou la précarité, nous devons inventer un nouveau modèle économique et social où la croissance n'est plus LA solution.

## Les grandes menaces pour l'économie mondiale

### *La dette américaine*

Lorsque je vous parle d'un scénario optimiste de croissance faible, je fais référence à une déclaration du Fonds monétaire international (FMI) qui indiquait que quatre bombes étaient prêtes à exploser et à déstabiliser l'économie mondiale, dont celle de la dette globale des États-Unis, laquelle augmente depuis 1925 chez tous les acteurs. Même au moment de la crise de 1929, la dette n'était pas aussi importante. Les États-Unis ont perpétuellement besoin de s'endetter. Le directeur de la banque centrale des États-Unis (FED) a déclaré qu'il ne savait plus comment s'y prendre. Même en ayant créé 900 milliards de dollars depuis un an, Ben Bernanke a constaté que le taux d'activité n'avait jamais été aussi faible. C'est la première fois que le patron d'une banque centrale tient ce discours en public. Il explique que les chiffres du chômage sont faux, car en octobre 2013, 700 000 personnes aux États-Unis sont devenues des « chômeurs découragés » et ont disparu des statistiques. Alors que tout le monde pensait qu'il dirait que les États-Unis se porteraient mieux et qu'il pourrait ralentir la création monétaire, il a expliqué qu'en dépit de la création de la somme colossale de 900 milliards de dollars, le taux d'activité<sup>5</sup> — un indicateur plus pertinent que le taux de chômage — était à seulement 63 % de la population active. Même avec un déficit colossal et avec une politique monétaire qui soutient le pays grâce au dollar, Ben Bernanke nous explique que le « Roi est nu » et que le système peut s'écrouler à n'importe quel comment, étant donné qu'un tel déficit et une telle création monétaire ne sont pas soutenables à long terme.

### *La fragilité structurelle de la croissance chinoise*

La deuxième « bombe » est la Chine, le pays le plus instable pour des raisons sociales. La robustesse d'une économie provient de la consommation des ménages. Même si nous n'avons pas le moral, nous prenons trois repas par jour, et nous remplaçons les chaussures et les vêtements de nos enfants si besoin est. La consommation domestique est donc l'élément le plus robuste d'une économie. En Europe, elle représente 60 % du PIB, tout comme en Inde. Aux États-Unis, ce taux grimpe à 70 %. En Chine, vu le niveau des salaires, ce taux n'est que de 28 %. De ce point de vue, la Chine est donc deux fois plus fragile que l'Europe ou l'Inde. La consommation moyenne chinoise est faible, car des millions de Chinois vivent avec seulement un dollar par jour.

---

<sup>5</sup> Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante. Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Étant donné que sa consommation intérieure est très faible, la Chine dépend beaucoup des exportations vers le reste du monde. En 2009, lorsque les exportations ont ralenti, les Chinois ont été contraints d'imposer un plan de relance gigantesque : les banques ont eu obligation de prêter aux promoteurs qui voulaient construire des immeubles ou des zones industrielles. C'est ainsi que 30 % du PIB ont été investis. La Chine représente la plus grosse bulle immobilière de tous les temps, nettement plus importante que celle de l'Espagne. Dans plusieurs régions chinoises, cette bulle est en train d'exploser : des centaines d'immeubles sont vides et des licenciements commencent à avoir lieu. Je pourrais citer l'exemple d'un village chinois qui s'est offert un hôtel plus haut que la tour Eiffel, un cas qui relève presque de la psychiatrie. Pour son anniversaire, ce village s'est offert un immeuble de 328 m de haut. Un hôtel cinq étoiles a été installé à son sommet. On y trouve la statue d'un bœuf d'une tonne en or. Vous avez simultanément l'image de Babel et du Veau d'or. La population est heureuse d'avoir construit un immeuble plus haut que ceux des villages voisins, si ce n'est qu'elle s'est endettée pour un siècle. Trois cents ouvriers ont travaillé sur le chantier pendant cinq ans, mais l'immeuble une fois construit, le village se retrouve avec un siècle de dettes...

Vous avez pu voir les conséquences de l'explosion de la bulle immobilière espagnole ; des millions de personnes se sont retrouvées au chômage et dans la précarité et des millions « d'indignés » ont défilé dans la rue. Nous sommes en train d'assister au même phénomène en Chine. La différence est que Zapatero était un démocrate. Au bout de deux ans, à court de solutions, il a démissionné et provoqué des élections anticipées. Mais la Chine n'est pas du tout une démocratie. Le gouvernement ne répond pas aux difficultés en organisant des élections anticipées, mais en doublant le budget militaire en trois ans. Il atteindra bientôt quatre fois le niveau du budget militaire japonais. Vous pouvez voir que les tensions s'accroissent entre la Chine et le Japon... Nous savons que la crise de 1929 s'est mal terminée de ce point de vue ; nous aimerions que celle-ci se termine mieux. Le directeur de la Banque d'Angleterre déclarait en 2012 que la prochaine crise risquait d'être encore plus grave que celle de la Grande Dépression. Le climat social et politique européen est déjà explosif, mais dans d'autres parties du monde, la situation peut dérapier encore davantage.

### *Les conséquences du dérèglement climatique*

Pour permettre à chacun de vivre dignement, il est urgent de changer de modèle. Jusqu'alors, je n'ai parlé que des questions sociales. Je n'ai pas abordé les questions climatiques. La dernière étude de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) montre que le réchauffement climatique est en train de s'aggraver. Le plus grand réassureur mondial s'attend à une explosion du nombre d'événements climatiques extraordinaires. Lorsque 300 000 Allemands sont victimes d'inondations et demandent de se faire rembourser leur salon, l'assureur, pour ne pas faire faillite, doit s'adresser à un réassureur. Munich Re est le numéro un mondial du secteur. Lorsqu'une grande catastrophe se produit dans le monde, les assureurs s'adressent à Munich Re. D'après ce dernier, le nombre d'événements climatiques extraordinaires a triplé depuis trente ans. Nous faisons donc face à une crise financière, sociale, climatique et démocratique majeure et nous n'avons pas d'autre choix que de nous attaquer à tous ces problèmes simultanément.

## Proposition d'un nouveau modèle social

Avec Michel Rocard, nous avons publié un livre intitulé *Arrêtez les rustines*<sup>6</sup>. Ce n'est pas en améliorant la bougie que l'on a inventé l'ampoule électrique et ce n'est pas en posant des rustines sur un système qui s'effondre que nous pourrions le réformer. Nous avons besoin de changements beaucoup plus radicaux.

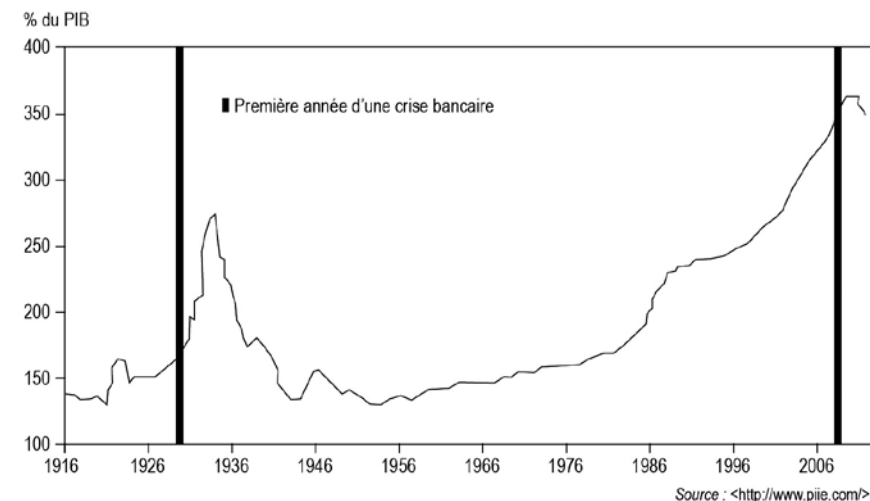
Les hommes politiques, qui agissent dans l'urgence absolue, n'ont pas pris le temps de réfléchir au bon diagnostic. Ils ne comprennent pas pourquoi tous les pays sont en train de replonger dans la crise. L'Allemagne a annoncé à l'automne 2013 qu'elle divisait par deux ses prévisions de croissance et le Premier ministre japonais a annoncé que même avec un déficit de 10 % du PIB, la croissance était en train de ralentir. Cela montre que les actions mises en œuvre depuis cinq ans ne sont pas du tout suffisantes. Si vous êtes suivi par un médecin et que depuis cinq ans, le traitement ne vous permet pas d'empêcher la maladie de s'aggraver, vous pouvez vous interroger sur la pertinence du diagnostic. Je pense que tout ce que nous avons fait depuis cinq ans était utile pour empêcher les banques de s'effondrer, mais que notre diagnostic n'était pas complet.

### Retour sur le contrat social d'après-guerre

Pour apporter des solutions efficaces à nos problèmes économiques, il faut comprendre l'origine de la crise de la dette. Elle est très simple à comprendre si l'on considère l'évolution de la dette totale aux États-Unis depuis 1950 (voir graphique 1). La dernière partie de la courbe est effrayante, mais la bonne nouvelle est que pendant trente ans, l'économie a pu se développer sans recourir à l'endettement. Cela correspond à la période des Trente Glorieuses en France : tous ceux qui avaient connu la crise de 1929 et la barbarie nazie pensaient qu'il fallait conclure un contrat social qui assurerait le plein-emploi. Cette idée a été portée par Franklin D. Roosevelt aux États-Unis et le Conseil de la Résistance en France.

<sup>6</sup> Michel Rocard, Pierre Larrourou, *La gauche n'a plus droit à l'erreur : chômage, précarité, crise financière, arrêtez les rustines !*, Flammarion, 2013 (J'ai lu, 2013).

Graphique 1



Dette publique et privée sur le marché du crédit aux États-Unis : évolution 1916-2010

C'est l'idée du fordisme : Ford souhaitait que tout le monde ait les moyens de s'acheter une voiture, et pour cela, il fallait que tout le monde trouve du travail et voie son salaire augmenter tous les ans. Dans un premier temps, il est passé pour un original. Il était conscient que son modèle ne pourrait perdurer longtemps s'il était le seul à augmenter les salaires de ses employés. Il n'était pas du tout apparenté à un homme de gauche mais il pensait qu'il fallait instaurer des règles collectives pour assurer le plein-emploi et pour garantir que, comme la productivité, les salaires augmentent tous les ans dans toutes les entreprises.

Dans un premier temps, il n'a pas été écouté, et cela a débouché sur la crise de 1929. Après la crise de 1929, des règles sociales ont été mises en place dans tous les pays, assurant cahin-caha le plein-emploi. La situation n'était pas idéale pour autant, car certaines personnes étaient déjà, à l'époque, en situation d'exclusion. Nous constatons également des phénomènes de surconsommation et d'inégalités Nord/Sud. Pendant trente ans, nous avons connu le plein-emploi et la prospérité économique sans avoir besoin de recourir à l'endettement privé ou public.

Avec le collectif Roosevelt, nous ne sommes donc pas seulement quelques économistes à penser que notre système peut être équilibré ; le modèle a réellement fonctionné pendant trente ans dans tous les pays.

### La rupture du modèle néolibéral

Une rupture est intervenue aux États-Unis à l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan. Des politiques néolibérales ont été mises en place, entraînant une

augmentation de la dette privée et de la dette publique. Vous pouvez constater que la guerre du Vietnam, le premier choc pétrolier et la fin des accords de Bretton Woods en 1971<sup>7</sup> n'avaient pas autant déséquilibré le système que la mise en place des politiques de dérégulation.

Ce sujet mériterait deux jours de colloque. Le principal fait est la suppression des systèmes de régulation sociale, en particulier sur le marché du travail, en s'appuyant sur un principe philosophique. Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Milton Friedman, etc., se raccrochent à la notion de « liberté ». Tous les titres d'ouvrages de Friedman contiennent le mot « freedom ». La plupart des personnes normales préfèrent être libres plutôt qu'enfermées dans un carcan. Et donc, au nom de la liberté personnelle, on a considéré que toutes les règles collectives qui assuraient le plein-emploi et l'augmentation des salaires tous les ans étaient une atteinte insupportable à la liberté individuelle. Il revenait donc à chacun de négocier son salaire et ses conditions de travail.

### **Conséquences de la dérégulation**

Cette idée est séduisante d'un point de vue philosophique, mais les conséquences sont terribles dans un contexte de chômage de masse. Un salarié qui voit que les plans sociaux se multiplient dans sa région peut-il négocier son salaire ? Peut-il négocier ses conditions de travail ? Les salaires peuvent-ils être augmentés dans une PME si la PME voisine n'en fait pas autant. En l'absence de règles collectives, la négociation aboutit le plus souvent à une offre « à prendre ou à laisser ». Les salaires représentaient 67 % du PIB des pays de l'OCDE — ce chiffre était stable depuis vingt ans — et ce taux est tombé à 57 %. En trente ans, la peur du chômage et la dérégulation ont créé un déséquilibre colossal entre les salariés et les actionnaires. Le problème a été dissimulé pendant vingt ans en permettant aux ménages de s'endetter. On leur expliquait que même si leurs revenus n'augmentaient pas, ils pouvaient quand même obtenir un prêt pour acheter une voiture. Ce système ne fonctionne plus aujourd'hui.

D'après les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 150 % du PIB qui auraient dû atterrir dans les poches des salariés, dans les caisses de sécurité sociale et de retraite, et aussi dans les caisses de l'État (via la taxe sur la valeur ajoutée [TVA]) se sont évaporés vers les marchés financiers. Je vous recommande le film de Ken Loach intitulé *La Part des Anges*. Avec Stéphane Hessel, nous lui avons suggéré de tourner un film qui s'intitulerait *La Part du Diable*, sur l'argent qui est parti vers les marchés financiers et qui n'alimente plus la consommation et l'économie réelle. Cette somme a été accaparée par les grands actionnaires qui représentent seulement 0,2 % de la population mondiale. J'ai lu ce chiffre dans un quotidien qui n'est pas réputé pour être un journal de gauche.

Pour sortir de la crise, nous devons lutter contre le chômage et contre la précarité. Nous devons offrir à chacun un vrai revenu et la capacité de se former tout au long de la vie. Cela permettrait aux chômeurs de remettre plus

<sup>7</sup> En 1944, une conférence est organisée entre les grands pays à Bretton Woods (États-Unis) pour reconstruire le système financier mondial qui ne pouvait qu'être chaotique à la fin de la deuxième guerre mondiale. Voir *infra*.

facilement le pied à l'étrier s'ils retrouvent un travail. L'autre mode d'action consiste à récupérer une partie de ces 150 % du PIB par tous les moyens légaux et fiscaux possibles : lutte contre les paradis fiscaux et mise en place d'un système de taxation au niveau européen, voire mondial.

### **Une répartition des richesses profondément inéquitable et économiquement inefficace**

Dans mon quartier de La Bastille, des personnes dorment dans la rue et mangent dans les poubelles. Dans le même quartier, par hasard, j'ai trouvé la feuille de salaire de quelqu'un qui gagnait 200 000 euros par mois. Pour ma part, je suis élu, je gagne 2 000 euros par mois. Ma femme est professeure et gagne un peu plus. Nous étions choqués tous les deux de voir que l'on pouvait gagner 200 000 euros par mois. Nous avons cru au premier abord qu'il s'agissait du bilan de l'année, mais il s'agissait bien d'un mois « normal ». Cette personne travaille chez Barclays. Du point de vue humain, peut-on justifier qu'alors que nous avons tous les mêmes besoins fondamentaux, certains sont obligés de fouiller dans les poubelles pour se nourrir tandis que d'autres gagnent de telles sommes ?

Non seulement l'idée est scandaleuse, mais, en plus, de telles inégalités sont néfastes à notre économie. Même s'il se rend au restaurant trois fois par jour et qu'il achète une nouvelle voiture tous les mois, un individu ne peut pas consommer 200 000 euros par mois. Cet argent est donc « stérilisé » alors que 40 % des Français n'ont aucune épargne. La dernière étude de l'Institut de la statistique et des études économiques (INSEE) indique que les Français épargnent en moyenne 17 % de leurs revenus, mais pour 40 % des Français, cette part est nulle. Chaque fois qu'ils obtiennent un euro supplémentaire, ils le consomment. Le taux d'épargne de 40 % des Français les moins riches est donc de 0 % alors que le taux d'épargne des plus hautes rémunérations est monstrueux. Ces inégalités sont donc humainement scandaleuses, socialement explosives et économiquement désastreuses. Tout cet argent n'alimente plus la consommation et l'économie réelle ; il se retrouve sur les marchés financiers et alimente la spéculation.

### **Vers un nouveau Bretton Woods ?**

La crise que nous vivons depuis cinq ans n'est pas seulement une crise financière ; c'est aussi le résultat de trente ans de crise sociale. Nous avons laissé le chômage et la précarité prendre racine. Ils ont déséquilibré la négociation sur les salaires : les salariés insatisfaits sont priés d'aller « voir ailleurs ». Le problème a été caché en permettant aux individus de s'endetter. Nous avons connu une euphorie des marchés financiers, mais le système a fini par implorer, car nous avons atteint les limites supportables de l'endettement privé — et, aujourd'hui, de l'endettement public. Certes, les *traders* n'ont pas été irréprochables et les Grecs se sont fourvoyés avec leur système fiscal, mais ce n'est que la partie visible du problème : celui d'une crise sociale monstrueuse.

Nous ne sortirons pas de la crise financière si nous ne commençons pas par nous attaquer à la crise sociale et à la question de l'insertion professionnelle. Depuis des années, avec Michel Rocard, nous prévoyions une crise sociale.



Nous pointions le niveau monstrueux de la dette américaine et nous souhaitions que l'on convoquât un nouveau Bretton Woods. Je vous rappelle qu'en 1944, lorsque les Alliés estimaient qu'ils allaient gagner la guerre contre les nazis, ces derniers se sont réunis pour mettre au point un système économique pour l'après-guerre en tenant compte des leçons de la crise de 1929. Pendant trois semaines, au cours de l'été 1944, dans le village américain de Bretton Woods, les principaux chefs d'État occidentaux et les meilleurs économistes ont travaillé sans relâche pendant trois semaines pour construire un nouveau système bancaire et financier. Avant cela, Roosevelt et les autres chefs d'État avaient signé, en mai 1944, la Déclaration de Philadelphie, acte fondateur de la reconstruction des économies occidentales. Ce consensus nous a permis de connaître la prospérité économique pendant vingt ans sans avoir recours à l'endettement.

La Déclaration de Philadelphie est un texte magnifique qui affirme la priorité donnée à la justice sociale. Tous ceux qui avaient connu la crise de 1929 et la barbarie expliquaient qu'il fallait absolument considérer le travail à sa juste valeur, et pas comme une marchandise. Vu le rôle du salaire dans la consommation, et pour des raisons de dignité, le travail humain ne pouvait pas être considéré comme une marchandise dont le prix pourrait s'effondrer. Or, on a expliqué aux Espagnols qu'il fallait qu'ils revoient leurs prétentions salariales à la baisse. Si tous les salaires baissent, nous voyons mal comment la consommation repartira.

La pauvreté, où qu'elle existe, est un danger pour la prospérité de tous. Il n'y aura pas de paix durable sans justice sociale. Je ne tiens donc pas seulement un discours humaniste. Il vous suffit de trouver la Déclaration de Philadelphie<sup>8</sup> : toute la problématique y est résumée en trois pages. On y explique qu'il est nécessaire de fixer des règles pour le commerce mondial et des règles dans chaque pays en matière de salaire minimum, de durée du travail, de retraite, de partage équitable des ressources entre les salariés et les actionnaires. Les Trente Glorieuses ne se sont pas produites comme par magie, mais parce que les chefs d'État ont reconnu le besoin de règles concrètes en matière sociale. Ce système a fonctionné pendant trente ans et je pense qu'il faudrait, aujourd'hui, resigner ce texte en y ajoutant des éléments sur le climat et l'énergie. Le besoin de régulation dans chaque pays et au niveau du commerce mondial reste le même.

## Les propositions du collectif Roosevelt 2012

Nous avons créé notre collectif avec Stéphane Hessel en 2012 avec notamment Edgar Morin, Curtis Roosevelt (le petit-fils de l'ancien Président), la philosophe Cynthia Fleury, Michel Rocard, l'humoriste et scénariste Bruno Gaccio, l'ex-footballeur international Lilian Thuram, le psychanalyste Roland Gori, etc. Nous n'étions qu'une poignée au départ et nous sommes un peu plus de 100 000 aujourd'hui. Nous sommes également nombreux en Belgique, en Espagne et en Italie. Notre but est de pousser les hommes politiques à

<sup>8</sup> Disponible sur de nombreux sites parmi lesquels <http://www.indignez-vous.fr/>, <http://www.aequitaz.org/>.

prendre des décisions politiques. Nous nous sommes mis d'accord sur quinze solutions. Lorsque Franklin D. Roosevelt est arrivé au pouvoir, en 1933, le peuple américain était sinistré et ne voyait aucune solution. Alors qu'il n'était plus tout jeune et qu'il était paralysé, Roosevelt a recréé la confiance et au moment où l'Europe tomba dans la barbarie, il parvint à sauver l'essentiel aux États-Unis : la démocratie et la cohésion sociale.

Roosevelt a fait adopter quinze réformes en trois mois. Grâce à son petit-fils, nous avons retrouvé des archives. Dès le jour de son investiture, il s'est adressé aux citoyens américains en les appelant « mes amis ». Dans un discours à la radio, il leur a expliqué comment fonctionnaient les banques et quelle réforme il comptait demander au Congrès d'approuver dans la semaine. La semaine suivante, il a expliqué à ses « amis » pourquoi le revenu des paysans avait tellement diminué, puis il a présenté le projet de réforme des marchés agricoles qu'il allait demander au Congrès d'approuver dans la semaine. La semaine suivante, il leur a expliqué pourquoi les caisses publiques étaient vides, ce qui introduisait sa réforme de la fiscalité. En trois mois, il a fait ainsi adopter quinze réformes, créant ainsi une dynamique nouvelle. Il a également demandé à des cinéastes et à des romanciers d'aller auprès des paysans et des ouvriers qui reconstruisaient l'économie américaine pour montrer comment le peuple pouvait être acteur du changement. Il affichait une grande liberté par rapport au lobby financier et savait montrer que chacun, à son niveau, pouvait être acteur du changement. Naturellement, il ne possédait pas de baguette magique : il faudra un deuxième New Deal deux ans plus tard et sans l'entrée en guerre, un troisième New Deal aurait dû être envisagé pour empêcher les États-Unis de retomber en récession. Alors que l'Europe sombrerait dans la barbarie, Roosevelt a sauvé la cohésion sociale et la démocratie. Nous pouvons donc en tirer des leçons.

## ***Réduire le temps de travail en période de sous-activité tout en maintenant les salaires***

Comment peut-on agir contre le chômage et la précarité ? Comment peut-on lutter contre la désinsertion ? Le premier remède consiste à sécuriser les salariés en évitant au maximum les licenciements. En 2013, j'ai montré au Premier ministre<sup>9</sup> comment, au Canada, au lieu de licencier les salariés en cas de chute de l'activité, le temps de travail était momentanément réduit (ainsi que les salaires) tandis que l'État et l'équivalent de l'Unedic garantissent le maintien de 95 % du revenu. Ce dispositif tient en seulement deux pages. Il suffit d'une semaine de négociation pour le mettre en œuvre, ce qui est beaucoup plus simple que pour le chômage partiel en France où le système est si complexe que beaucoup d'entreprises préfèrent licencier plutôt qu'y avoir recours. Au Canada et en Allemagne, le système est beaucoup plus simple : en quelques jours ou quelques semaines, le temps de travail peut être abaissé et les salaires sont maintenus à 95 % ou 98 %. Il existe deux systèmes de « Kurzarbeit » (réduction du temps de travail) en Allemagne, dont l'un s'est révélé particulièrement efficace : on forme les salariés pendant leur temps libre, ce qui améliore leur employabilité et on leur permet de conserver 98 % de leur salaire.

<sup>9</sup> Jean-Marc Ayrault, démissionnaire au 31 mars 2014.

Alors que la réforme Hartz 4<sup>10</sup> avait été une catastrophe, les syndicats allemands se sont réveillés en 2009 et le système du *Kurzarbeit* a pu être mis en place : ce sont 1,5 million de salariés qui ont vu leur temps de travail baisser de 31 % en moyenne, ce qui a permis d'éviter des centaines de milliers de chômeurs. Alors qu'elle est également de sensibilité de droite, Angela Merkel a fait le choix contraire de celui de Nicolas Sarkozy. Alors que ce dernier finançait les heures supplémentaires de ceux qui avaient du travail à hauteur de 7,5 milliards d'euros, Angela Merkel consacrait la même somme à préserver le revenu des salariés qui n'avaient plus suffisamment de travail. Ce système existe et, si nous le mettions en place en France, nous aurions un million de chômeurs en moins.

### **Sécuriser les chômeurs et les précaires**

Nous pouvons également sécuriser les chômeurs et les précaires. Au Danemark, les chômeurs conservent leurs droits pendant quatre ans et bénéficient d'un réel accompagnement. Le Pôle emploi danois a suffisamment de moyens : tous les mois, les chômeurs danois rencontrent leur conseiller, qui connaît leur situation et leurs besoins, qui peut leur permettre d'accéder à des formations et leur donner l'impulsion nécessaire pour qu'ils recherchent activement un emploi. Pendant quatre ans, les chômeurs danois conservent 90 % de leur ancien salaire. Le chômage n'est donc pas vécu comme une situation dramatique au Danemark.

On peut donc à la fois éviter des licenciements (par l'intermédiaire du système de *Kurzarbeit*) et dédramatiser le chômage en mettant en place un système qui évite aux chômeurs de tomber dans la pauvreté et qui limite le risque d'arriver en fin de droits.

### **Lutter contre les paradis fiscaux**

Pour éviter de retomber dans la récession, il faut également lutter contre les paradis fiscaux. Le dernier rapport du Sénat, qui a été voté par tous les parlementaires, montre que 40 milliards d'euros d'impôts s'envolent tous les ans vers les paradis fiscaux. Une de nos propositions consiste à modifier le code des marchés publics afin de ne plus passer aucune commande publique pour les banques et entreprises qui ont recours aux paradis fiscaux pour échapper à l'impôt. Ces entreprises sont heureuses d'avoir des salariés compétents, grâce à la qualité de notre système éducatif, elles sont heureuses également que notre système de santé permette à leurs salariés de se soigner correctement, elles apprécient les marchés publics... Mais, au moment de payer leur impôt, quel dommage ! Toute la valeur ajoutée et tout le bénéfice sont partis vers la filiale des îles Caïmans ! Arrêtons ce genre de blague ! Au lieu d'augmenter les impôts applicables aux salariés, interdisons l'accès aux commandes publiques

10 « La loi Hartz IV a supprimé le régime d'assistance chômage, revalorisé l'aide sociale et l'a conditionnée à la signature d'un contrat d'insertion avec l'agence pour l'emploi ou le service communal. Les chômeurs en fin de droits ont ainsi vu leur situation financière considérablement dégradée. Cette loi a également créé un nouveau dispositif d'insertion dans le secteur non marchand (ein-euro-jobs) : le bénéficiaire continue de percevoir son allocation en plus d'une "compensation" d'au moins un euro de l'heure pour un travail d'utilité publique » (<http://www.tresor.economie.gouv.fr/>).

à ces mauvais contribuables : une réforme du code des marchés publics ne demanderait que deux mois.

### **Séparer les banques d'affaires et les banques de dépôt**

À l'instar de la réforme que Roosevelt avait mise en place en un mois — les banquiers étaient furieux à l'époque — nous devons séparer les banques d'affaires et les banques de dépôt. La Banque nationale de Paris (BNP) et Paribas étaient à l'origine deux banques séparées. La BNP prenait beaucoup moins de risques et versait des salaires moins indécents. La BNP et Paribas sont réunies depuis 2000 et lorsque la banque d'affaires (Paribas) réalise des milliards d'euros de bénéfice, le profit va aux actionnaires, tandis que si elle perd des milliards d'euros sur les marchés, l'État doit « absolument » l'aider pour éviter que les propriétaires de comptes ne soient ruinés.

### **Taxer les transactions financières**

Nous devons également créer une taxe sur les transactions financières. C'est l'idée de la taxe Tobin : chaque fois qu'un acteur achète une action ou une obligation, il devrait payer 0,1 % de la somme à l'État. Cela permettrait de rapporter 100 milliards d'euros chaque année aux États européens. À la prochaine crise dans un pays, au lieu de faire supporter l'effort à son peuple, nous disposerions d'une caisse commune, alimentée par la taxe sur les transactions financières. Onze pays ont déjà lancé une coopération renforcée dans ce domaine en janvier 2013. Assez curieusement, c'est Angela Merkel qui a débloqué la situation en faisant entendre sa voix aux Britanniques en leur priant de s'asseoir sur leur droit de veto. Ces pays se sont donc engagés à mettre en place une taxe sur les transactions financières, mais, quelques mois plus tard, les lobbies bancaires se sont déchaînés au risque de tuer le projet dans l'œuf.

### **Financer la dette publique à taux réduit**

Pour éviter l'asphyxie, nous pouvons prêter à l'État au taux de 1 %. Lorsqu'il a fallu sauver les banques, nous leur avons prêté 1 000 milliards d'euros dans ces conditions. Aux États-Unis, 1 000 milliards de dollars ont été prêtés à un taux de 0,01 %. Il est tout de même curieux que, pour sauver les banques, on arrive à créer 1 000 milliards d'euros gratuitement, mais que, lorsque la France, l'Espagne ou l'Italie ont besoin de financer la construction de leurs hôpitaux ou les retraites, les taux d'intérêt soient beaucoup plus élevés. L'une des raisons des augmentations d'impôts 2014 en France est que notre dette génère 47 milliards d'euros de frais financiers. Sans changer les traités, nous pourrions financer l'essentiel de la dette publique à 1 %.

### **Lutter contre le dumping fiscal**

Comment lutter contre le dumping ? Les bénéfices des sociétés n'ont jamais été aussi élevés, mais le taux d'impôt sur les bénéfices n'a cessé de baisser : depuis l'arrivée de l'Irlande dans l'Union européenne, tous les pays abaissent leurs impôts pour éviter que leurs entreprises ne s'expatrient chez les voisins. On a observé le même phénomène à l'arrivée de Roosevelt : la

Floride a baissé les impôts, puis le Kansas, et les entreprises se sont livrées au tourisme fiscal. Roosevelt a alors déclaré à ses « amis » américains qu'il avait l'intention de créer un impôt fédéral : que les entreprises fussent basées en Floride ou au Texas, elles seraient taxées par le gouvernement fédéral à hauteur de 40 % et les sommes collectées seraient ensuite renvoyées dans les caisses des États en fonction de leur population.

### ***Taxer les dividendes***

Il s'agit de créer un impôt européen sur les dividendes, ce qui permet de taxer les bénéficiaires qui partent vers les marchés financiers. Si les budgets européens (fonds structurels, politique agricole commune [PAC], etc.) étaient financés non par les pays mais par des ressources propres issues d'un impôt européen sur les dividendes, la France disposerait chaque année de 21 milliards d'euros supplémentaires et nous n'aurions pas besoin d'augmenter les impôts des ménages ni de tomber dans l'austérité. Lorsque j'en ai fait la démonstration à Jean-Marc Ayrault, il m'a demandé pourquoi ce système n'était pas mis en place. Je lui ai répondu que sa question était pertinente, mais qu'il valait mieux qu'il la pose à l'Élysée, étant donné qu'un an auparavant, le principal conseiller du Président m'avait répondu : « Pierre, c'est une excellente idée. J'en parle demain au Président et on se revoit dimanche ! » Le conseiller économique et le conseiller diplomatique du Président étaient enchantés par l'idée. Ils m'ont confié que les Allemands devraient être d'accord, car cela correspond à leur idée d'une Europe fédérale. Nous ne nous sommes pas heurtés à un obstacle : le sujet n'a simplement pas été mis sur la table de négociations.

### ***Lutter contre les délocalisations***

Comment lutter contre les délocalisations ? En 2003, nous avons rédigé un traité de convergence sociale. Nous avons été reçus par Romano Prodi<sup>11</sup>. Aujourd'hui, un ouvrier dans une entreprise du secteur agroalimentaire coûte 28 euros de l'heure en Bretagne, 17 euros de l'heure en Espagne et 6 euros de l'heure dans l'est de l'Allemagne... Soit nous mettons en place un traité de convergence sociale, soit nous continuerons à voir des délocalisations par milliers de salariés. En 2003, nous étions partis du principe que le traité de Maastricht comportait cinq critères de convergence, et que nous avions également besoin d'une convergence sociale. Nous avons réussi la convergence monétaire ; pourquoi n'aurions-nous pas la même ambition en matière sociale ? Le Président de la Commission européenne avait demandé que Giscard d'Estaing qui présidait alors les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe intègre le traité social à la Constitution, ce que ce dernier n'avait pas voulu. Il faut, je pense, reprendre le combat, et avec les syndicats européens, nous sommes en train de réfléchir comment.

### ***Instaurer une politique du logement ambitieuse***

Nous avons également besoin d'une vraie politique du logement. Parce que nous ne nous donnons pas les moyens de construire, nous sommes le pays d'Europe où les loyers sont les plus chers. Aux Pays-Bas, le logement a été

11 Président de la Commission européenne de septembre 1999 à octobre 2004.

désigné comme une cause fondamentale et le fonds de réserve des retraites a préféré investir non sur les marchés financiers mais dans la construction de logements : plus de 50 % des logements néerlandais sont ainsi gérés par des coopératives financées par ce fonds. Ce système est rentable : tous les ans, un million de personnes paient leur loyer à ces coopératives qui affichent un taux de rentabilité de 2,5 % en moyenne. En France, le fonds de réserve est géré par BNP Paribas, Barclays et consorts sur les marchés financiers et ne rapporte que 1,4 %. J'ai expliqué à Jean-Marc Ayrault qu'il suffirait de publier un décret pour affecter les 34 milliards d'euros du fonds de réserve des retraites à la politique du logement plutôt que d'investir sur les marchés financiers.

### ***Investir massivement dans les économies d'énergie***

Pour ce qui est de l'énergie et du climat, une étude de la Commission européenne indique que nous pourrions économiser 1 000 euros par famille et par an si nous prenions cette question au sérieux et si nous investissions dans les économies d'énergie. Nous pourrions créer 200 000 à 250 000 emplois dans la filière en France. Pourquoi ne le fait-on donc pas ? Nous proposons un pacte au niveau européen, sachant qu'Angela Merkel<sup>12</sup> fait face aux mêmes problèmes que nous : la transition énergétique est vue comme un enjeu majeur, mais elle ne sait pas comment la financer. Nous pensons que nous devrions débloquer des financements au niveau européen. Nous avons su trouver 1 000 milliards d'euros pour sauver les banques ; pourquoi ne trouverions-nous pas 1 000 milliards d'euros pour isoler nos bâtiments, économiser de l'énergie et préserver le climat ?

### ***Réduire le temps de travail***

Le dernier point concerne la question fondamentale du temps de travail et des gains de productivité. Pourquoi, dans notre pays, le chômage augmente-t-il de façon aussi continue ? Est-ce dû à la mondialisation, comme le disent certains ? La Chine ne respecte aucune règle sociale, ce qui pose un problème, mais elle n'est responsable que de 10 à 15 % des destructions d'emplois. Pour l'économiste Daniel Cohen, l'essentiel du problème provient des gains de productivité que nous n'avons pas su gérer. La Zone euro est tout à fait compétitive : notre excédent commercial a atteint 82 milliards d'euros, mais malgré cela, nous avons 22 millions de chômeurs sans compter les précaires. Nous pourrions penser que la mondialisation serait responsable si notre production industrielle s'effondrait, mais ce n'est pas le cas : notre production industrielle a continué à augmenter jusqu'à la crise de 2008. Les délocalisations ne sont pas si massives que cela et la production industrielle continue de se développer.

Aux États-Unis, l'ancien secrétaire au travail<sup>13</sup> de Bill Clinton, Robert Reich, relance le débat en estimant que la grande réforme que l'administration Obama devrait mettre en place consisterait à abaisser le temps de travail sans diminuer les salaires grâce à une vraie réforme fiscale. Aux États-Unis en effet, l'emploi industriel décline, mais la production industrielle américaine

12 Chancelière de la République fédérale d'Allemagne depuis le 22 novembre 2005.

13 De 1992 à 1997.

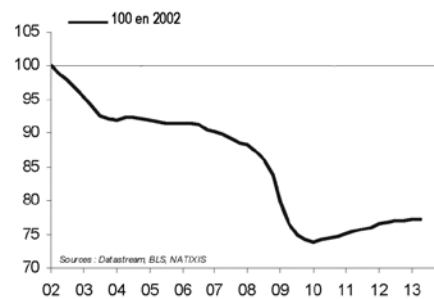
est stable, malgré les délocalisations (graphiques 2 et 3). La chute de l'emploi est donc imputable aux gains de productivité : les robots et les ordinateurs remplacent les hommes. En France, notre productivité a davantage progressé en quarante ans que durant les deux siècles précédents. Or le contrat social n'a pas évolué. La plupart de nos énarques et de nos diplômés des hautes écoles de commerce ont fait leurs études dans les années 1970 et sont incollables sur la première révolution de la productivité (à l'époque de Ford et Taylor, où les ouvriers étaient encore relativement nombreux sur les chaînes de production), alors que les gains de productivité que nous connaissons aujourd'hui sont absolument colossaux.

Graphique 2



Production industrielle aux États-Unis, 2002-2013

Graphique 3



Emplois industriels aux États-Unis, 2002-2013

Nous observons cela dans tous les métiers. Dernièrement, dans mon quartier, une famille était en train de déménager. Auparavant, il fallait recruter cinq personnes suffisamment costaudes pour faire descendre le piano dans les escaliers ; aujourd'hui, il suffit de charger les meubles sur une échelle électrique. La semaine dernière, je me suis rendu à Toulouse pour un débat. Lorsque j'étais enfant, à Toulouse, je prenais plaisir à aller voir les Caravelle décoller le dimanche. Il fallait quatre personnes à l'époque pour piloter un avion de ligne. L'équipage est ensuite passé à trois personnes, puis à deux. Ce ne sont pas des emplois que nous avons délocalisés en Chine, mais de l'informatique que nous avons embarquée dans les avions. Dernièrement, un journaliste m'expliquait qu'au début de sa carrière, il devait dicter son article à une secrétaire, qui le tapait à la machine, puis le retapait pour y intégrer les corrections, puis le portait à l'imprimerie. Aujourd'hui, il écrit son article sur son ordinateur, il corrige tout seul les fautes et l'article est envoyé directement par Internet à la mise en page. Deux postes ont disparu dans l'affaire.

Tout le monde rend aujourd'hui hommage à Steve Jobs, mais nous n'avons pas fait évoluer le contrat social. En 1933, Albert Einstein avait écrit un livre pour expliquer la crise de 1929 en ces termes :

« Cette crise est singulièrement différente des crises précédentes. Parce qu'elle dépend des circonstances radicalement nouvelles conditionnées par le fulgurant progrès des méthodes de production. Pour la production de la

totalité des biens de consommation nécessaire à la vie, seule une fraction de la main-d'œuvre disponible devient indispensable. »

Il en conclut qu'il faut abaisser le temps de travail :

« Ce même progrès technique qui pourrait libérer les hommes d'une grande partie du travail nécessaire à leur vie est le responsable de la catastrophe actuelle. »

Or les fulgurants progrès des méthodes de production dont parle Einstein, nous les avons également vécus ces dernières années, et de cela, on ne parle pas : ce sujet est tabou dans le débat public.

Au lieu de profiter à tous, les gains de productivité conduisent à une catastrophe : des millions de chômeurs travaillent zéro heure par semaine. La durée de travail en France pour un temps plein est revenue à 39,5 heures par semaine selon l'INSEE. Le partage du travail est donc aujourd'hui totalement binaire : soit on travaille zéro heure par semaine, soit on travaille à temps plein. Il est très difficile d'obtenir un vrai travail avant 25 ou 26 ans et à partir de 55 ans, on est censé être trop « vieux » pour travailler, mais simultanément, il faut cotiser plus longtemps pour la retraite...

Sommes-nous capables de revoir la question du temps de travail et des gains de productivité ? Aux États-Unis, avant la crise, les petits boulots étaient tellement nombreux que, sans compter les chômeurs, la durée moyenne du travail était tombée à 33 heures par semaine. Le débat sur le temps de travail est en train de renaître partout. Dans *El País*<sup>14</sup>, dernièrement, le patron de la Commission du budget espagnole expliquait qu'il fallait envisager de mettre en place la semaine de 32 heures en quatre jours. Début novembre 2013, les syndicats allemands et belges ont relancé aussi le débat. Bonne nouvelle : la réduction du temps de travail, c'est possible ! Grâce à la loi Robien<sup>15</sup>, 400 entreprises françaises étaient déjà passées à la semaine de quatre jours. L'usine qui fabrique les yaourts Mamie Nova fonctionne six jours par semaine, mais ses salariés ne travaillent que quatre jours par semaine. De même chez Fleury Michon, 130 emplois ont été créés grâce au passage à la semaine de quatre jours : ce sont 130 personnes qui ont retrouvé une vie normale et qui cotisent aux caisses de retraite et de sécurité sociale.

Une étude du ministère du travail indique que l'on pourrait créer 1,6 million d'emplois si nous généralisons la semaine des quatre jours. L'idée est qu'une entreprise qui passerait à la semaine à quatre jours et qui créerait 10 % d'emplois supplémentaires serait dispensée de payer les cotisations chômage. Il est étonnant de voir qu'aujourd'hui, ce sujet est tabou, alors qu'en 1995, sous Édouard Balladur<sup>16</sup>, le rapport Boissonnat<sup>17</sup> concluait qu'il fallait réduire le temps de travail d'au moins 20 % d'ici 2015 (un délai très long pour ne pas effrayer). Nous sommes bientôt en 2015 et la durée du travail est toujours de 39,5 heures

14 Quotidien généraliste espagnol, plutôt de centre gauche.

15 Loi n° 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail. Le dispositif a été abrogé par la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail, dite première loi Aubry.

16 Premier ministre de François Mitterrand au cours de la deuxième cohabitation de mars 1993 à mai 1995.

17 *Le travail dans 20 ans*, Odile Jacob/La Documentation française, 1995.

pour un temps plein tandis que des millions de personnes travaillent zéro heure par semaine.

Il est étonnant de voir qu'un sujet qui faisait consensus à l'époque de la publication du rapport Boissonnat est complètement passé sous silence aujourd'hui, et que l'on accepte un partage du travail complètement binaire.

Le début de mon exposé pouvait être quelque peu effrayant, mais la bonne nouvelle est que, si nous mettons en place une vraie politique du logement, une vraie politique de l'énergie, si nous faisons du financement des PME une vraie priorité, si nous finançons un service public de la petite enfance, une agriculture durable, si nous partageons le travail, etc., nous pouvons nous en sortir. À nous de réveiller les responsables politiques ! Je vous remercie.

## Débat

### De la salle

*Que pensez-vous du coût du revenu de base ?*

#### Pierre LARROUTUROU

D'un point de vue anthropologique, c'est un excellent concept, mais dans une société crispée comme à l'heure actuelle, ce discours passe plutôt mal, car il peut dériver sur des accusations d'assistanat. Nous introduisons cette idée par l'intermédiaire d'un « bouclier vital ». Nous devons nous assurer qu'aucun chômeur ne tombe dans la pauvreté. Cela revient à lancer un débat sur un revenu d'existence (ou revenu de base) en s'intéressant aux publics les plus fragiles. Je pense que, présentée de cette façon, l'idée paraît politiquement plus acceptable et économiquement plus simple à mettre en place.

### De la salle

*Pensez-vous que le concept de décroissance ou de sobriété heureuse puisse trouver un écho dans notre société actuelle ?*

#### Pierre LARROUTUROU

Oui. J'ai passé deux heures dernièrement avec Pierre Rabhi<sup>18</sup> et nous sommes d'accord sur le fond. Je pense néanmoins que le terme « décroissance » peut en effrayer certains. Je pense que le PIB n'est pas un indicateur pertinent. C'est l'idée qu'exprimait Jacques Delors en s'appuyant par exemple sur l'idée que si la population est malade et se retrouve obligée de consommer des médicaments, le PIB en est favorisé. En revanche, une soirée entre amis contribue certes au bonheur personnel, mais en rien au PIB national et la baisse de la consommation d'anxiolytiques a un effet négatif sur le PIB. Voilà pourquoi l'espoir du retour à la croissance comme solution universelle est une illusion. Je répète souvent, au siège du Parti socialiste, qu'il est étonnant qu'un parti laïc soit aussi « croyant ». On a parfois l'impression que le PS prie

<sup>18</sup> Défenseur de l'agroécologie, de la « simplicité volontaire » et de la « décroissance », co-fondateur en 2007 du Mouvement pour la terre et l'humanisme (devenu Colibris).

sainte Rita (la patronne des causes désespérées) pour que son programme économique fonctionne !

Je pense que c'est plutôt à nous d'agir et je ne pense pas que l'on puisse compter sur un miracle du côté de la croissance, ni sur le modèle de la décroissance. En revanche, comme a pu le déclarer Edgar Morin, certains indicateurs doivent croître, comme le nombre de personnes qui ont un travail ou un logement corrects, dont les enfants sont parfaitement éveillés intellectuellement lorsqu'ils arrivent en sixième, etc. En revanche, la consommation d'énergie, les transports inutiles, tout cela doit diminuer. J'ignore quelle serait l'incidence de nos propositions sur le PIB. Si nous investissons massivement sur le logement et les économies d'énergie, notre PIB augmentera pendant quelques années, mais si notre consommation d'énergie finit par être divisée par trois, le PIB finira par baisser. En somme, nous ne devons viser ni la croissance, ni la décroissance, mais viser des indicateurs sociaux.

### De la salle

*Dans votre présentation, vous pointez une situation binaire entre les emplois à temps plein et les chômeurs. Pourtant, dans les entreprises, nous constatons que les emplois « précaires » (à temps partiel ou en CDD) sont de plus en plus fréquents. Pensez-vous pouvoir attirer l'attention des parlementaires sur ce sujet ? Les femmes sont d'ailleurs les plus touchées par le phénomène, y compris dans la fonction publique.*

#### Pierre LARROUTUROU

La précarité explose partout. C'est pourquoi nous avons besoin d'un changement radical. Il y a quarante ans, un salarié mécontent de son sort pouvait démissionner et retrouver un emploi dans les trois mois ; aujourd'hui, plus personne n'ose le faire. Nous devons rééquilibrer le marché du travail et, pour cela, nous devons créer au moins deux millions d'emplois. Si parallèlement, nous améliorons la formation tout au long de la vie, les salariés auront une liberté beaucoup plus grande d'accepter ou non un travail qui leur sera proposé.

J'ai effectué une quinzaine de visites à Matignon et autant à l'Élysée, mais force est de constater que les lobbies sont puissants et que l'inertie du système est grande. Le conseiller social du Président m'a invité à essayer de rencontrer le Président en personne car, même pour lui, certains sujets étaient encore mystérieux. Cette situation de blocage est scandaleuse. Jean-Marc Ayrault lui-même s'impatiente de l'inertie du Président sur les questions européennes. Lui non plus ne croit pas au retour à la croissance, ce qui contredit le discours du ministre de l'économie, Pierre Moscovici. Je terminerai mon intervention comme je l'ai commencée en reprenant l'idée de Vaclav Havel : chacun de nous peut changer le monde.

# La revue française de service social

Revue professionnelle trimestrielle

## BULLETIN année civile 2014

RFSS N°252, 253, 254 et 255

À renvoyer à : **ANAS, 15 rue de Bruxelles - 75009 PARIS**

Abonnement

Réabonnement

Achat au numéro : 15€

Tarif France : 46 €    Tarif Étranger : 52 €    Tarif Étudiant : 25 €

Nom et adresse de facturation	Nom et adresse d'expédition
-------------------------------	-----------------------------

Nombre d'abonnements	Prix unitaire	Total

Date :

Signature et/ou cachet :